

Investissement des entreprises

L'investissement des entreprises non financières (ENF) a nettement augmenté à l'été 2025 (+0,8 % après +0,2 % au deuxième trimestre 2025 ; ►figure 1), un rythme de croissance qui n'avait plus été observé depuis le deuxième trimestre 2023. Les investissements en biens ont rebondi (+0,8 % après -0,2 % au deuxième trimestre 2025), en particulier en biens d'équipement (+2,0 % après +1,6 %) et, dans une moindre mesure, en matériels de transport (+1,2 % après -1,8 %), pour lesquels la forte hausse des réceptions de navires fait plus que compenser le recul de l'investissement en automobile. À l'inverse, les achats en « autres produits industriels » ont continué de diminuer (-0,7 % après -0,5 %) pour le cinquième trimestre consécutif. L'investissement en construction s'est replié (-0,3 % après +0,2 % au deuxième trimestre), reprenant la tendance baissière entamée au deuxième trimestre 2023. Dans le même temps, les dépenses en services ont progressé à un rythme soutenu (+1,5 % après +0,5 %), supérieur à leur taux de croissance trimestriel moyen depuis 2021 (+1,1 %). Cette dynamique est portée tant par les dépenses en information-communication (+1,8 % après +0,4 %) que par celles en services aux entreprises (+1,2 % après +0,9 %). Après avoir laissé entrevoir des signes de ralentissement fin 2023 – début 2024, l'investissement en services paraît retrouver une cadence soutenue.

Ainsi, l'abaissement des taux directeurs initié par la BCE en juin 2024 semble produire ses effets sur l'investissement. Les montants de crédits d'investissement souscrits par les entreprises ont repris leur progression, qui s'était interrompue momentanément au premier trimestre 2025, et se situent désormais à des niveaux deux fois supérieurs à ceux de fin 2023 (►figure 2). Même si les chefs d'entreprise continuent de juger les conditions de financement défavorables

►1. Investissement des entreprises non financières (ENF)

(variations trimestrielles et annuelles, en %, données CVS-CJO)

	Variations trimestrielles								Variations annuelles		
	2024				2025				2026		2026
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	acquis
Biens (34 %)	-0,8	-0,6	-4,3	-0,1	0,2	-0,2	0,8	0,6	0,1	0,1	-4,1
Construction (25 %)	-2,7	-1,8	-0,3	-0,5	-1,7	0,2	-0,3	-0,1	-0,1	0,0	-6,1
Services hors construction (41 %)	-0,2	2,0	0,1	0,9	1,0	0,5	1,5	0,8	0,8	0,8	2,2
Tous produits (100 %)	-1,1	0,0	-1,6	0,2	0,0	0,2	0,8	0,5	0,3	0,4	-2,4

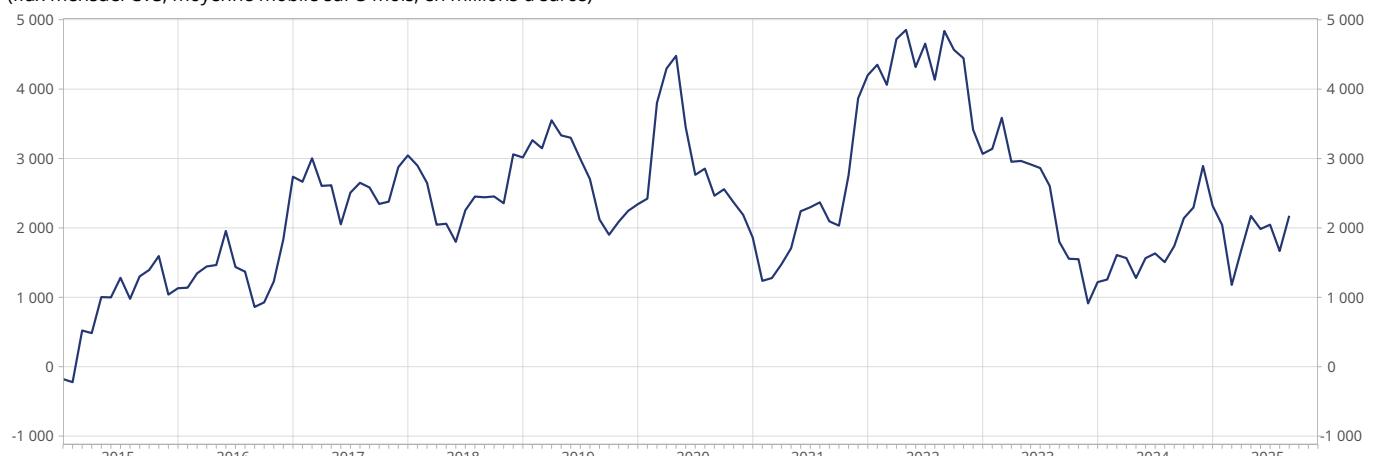
■ Prévisions.

Lecture : l'investissement total des entreprises non financières a augmenté de 0,8 % au troisième trimestre 2025.

Source : Insee.

►2. Crédits à l'investissement accordés aux sociétés non financières résidentes

(flux mensuel CVS, moyenne mobile sur 3 mois, en millions d'euros)



Dernier point : septembre 2025.

Lecture : en septembre 2025, la moyenne des montants de crédits d'investissement accordés sur les trois derniers mois aux sociétés non financières résidentes est de 2 175 M€.

Source : Banque de France.

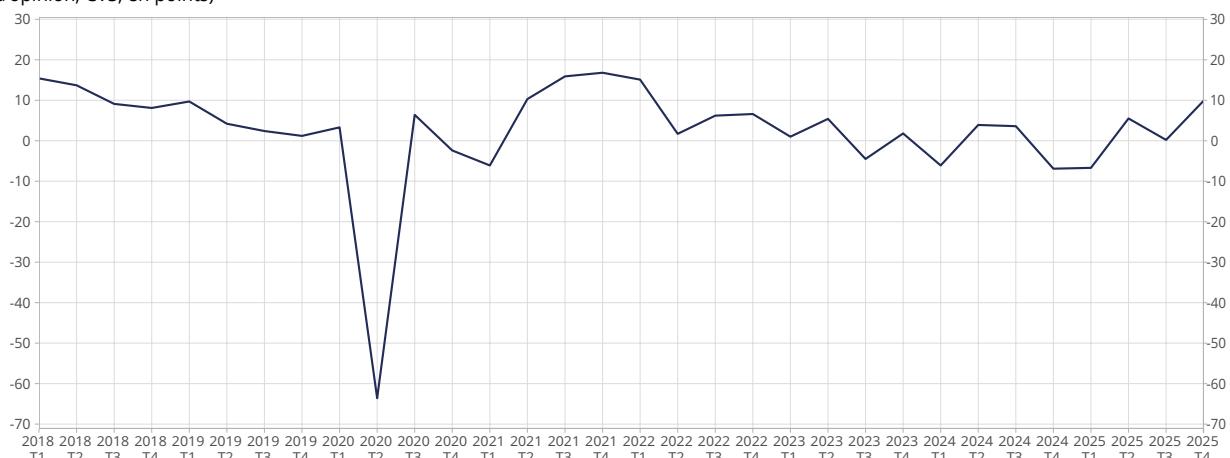
Conjoncture française

(seuls 6 % parmi eux estiment que les conditions financières sont de nature à stimuler les investissements prévus pour l'année prochaine), elles ne pèsent donc plus autant qu'il y a un an sur l'investissement. Par ailleurs, la stimulation de l'investissement des industriels par la demande connaît un frémissement : après avoir atteint son niveau le plus bas depuis la crise sanitaire au quatrième trimestre 2024, le solde relatif à la tendance prévue de la demande globale dans l'industrie a nettement progressé (►figure 3). Enfin, les climats des affaires dans les secteurs des biens d'équipement et de l'information-communication, importants pourvoyeurs de biens et de services d'investissement¹, se redressent (►figure 4).

Ainsi, au quatrième trimestre 2025, l'investissement des entreprises continuerait de progresser (+0,5 % après +0,8 % au troisième trimestre). Leur investissement en services ralentirait quelque peu (+0,8 %), par contre-coup de sa forte croissance du troisième trimestre. Les achats en biens progresseraient de nouveau (+0,6 % après +0,8 %), soutenus par un rebond des acquisitions de véhicules après deux trimestres de recul. En revanche, l'investissement en construction reculerait de nouveau (-0,1 % après -0,3 %), toujours sous les effets des changements structurels dans l'organisation du travail et des modes d'achat qui diminuent les besoins en bureaux et en locaux commerciaux et qui ont contribué à l'écroulement des mises en chantier de bâtiments non résidentiels depuis quatre ans. Certes, ces dernières se reprennent très légèrement depuis quelques mois (tout en restant à un niveau bas) mais, du fait des délais propres à la construction de ces surfaces, cette timide amélioration ne se traduirait pas encore en investissement.

¹ Les produits issus de ces deux branches d'activité représentent respectivement 18 % et 30 % de l'investissement total hors construction du secteur non financier, selon le tableau entrée-sortie des [comptes de la nation 2024](#).

►3. Tendance prévue de la demande globale dans l'industrie (solde d'opinion, CVS, en points)

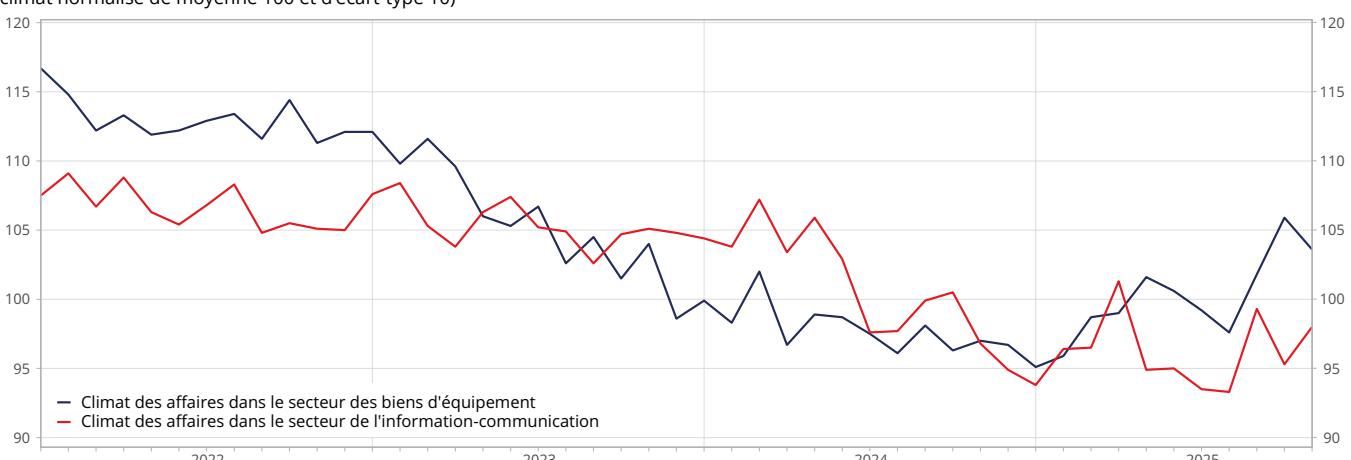


Dernier point : octobre 2025.

Lecture : en octobre 2025, le solde d'opinion sur la tendance prévue de la demande globale par les entreprises du secteur de l'industrie s'élève à +10 points.

Source : Insee, enquêtes de conjoncture dans l'industrie.

►4. Climats des affaires dans les secteurs des biens d'équipement et de l'information-communication (climat normalisé de moyenne 100 et d'écart-type 10)



Dernier point : novembre 2025.

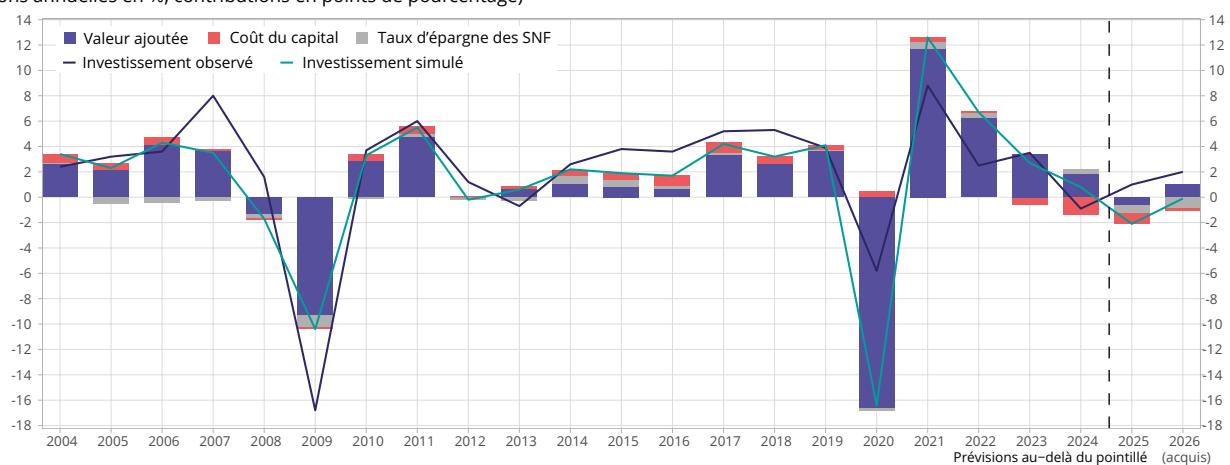
Lecture : en novembre 2025, le climat des affaires dans le secteur des biens d'équipement est de 104.

Source : Insee, enquêtes de conjoncture auprès des entreprises.

Au premier semestre 2026, l'investissement des ENF poursuivrait sa hausse (+0,3 % au premier trimestre puis +0,4 % au deuxième). Passé le dynamisme ponctuel de fin d'année concernant les achats de véhicules, l'investissement en biens ralentirait (+0,1 % par trimestre). L'investissement en services croîtrait de nouveau, légèrement moins vite que sa tendance des dernières années (+0,8 % par trimestre), tandis que celui en construction reviendrait à l'équilibre (-0,1 % au premier, puis 0,0 % au deuxième trimestre) à mesure que se diffuserait le redémarrage de la construction en bâtiments non résidentiels. Au total, l'acquis de croissance à mi-année de l'investissement des entreprises serait positif (+1,4 %), en net rebond après une croissance étale en 2025 et une baisse en 2024 (-2,4%). Cette amélioration d'ensemble proviendrait de plusieurs facteurs (►figure 5) : la contribution du coût du capital serait moins négative et la demande adressée aux entreprises accélérerait. En outre, la contribution exceptionnelle des grandes entreprises, qui joue négativement sur leur épargne en 2025 et en 2026, aurait peu d'effets sur leur investissement du fait de son caractère temporaire (►éclairage sur l'effet de la surtaxe d'impôt sur les sociétés sur leurs perspectives d'investissement). ●

►5. Modélisation de l'investissement total hors construction des ENF

(variations annuelles en %, contributions en points de pourcentage)



Note : la modélisation (de l'investissement simulé) est présentée dans la *Note de Conjoncture* de juin 2015 : cf. ►Hauseux Y. et al. « Le prix du foncier n'aurait pas d'effet direct sur l'investissement en actifs productifs ». L'investissement simulé provient de ce modèle uniquement, tandis que l'investissement prévu prend en compte des informations plus complètes et granulaires dans le cadre de la prévision d'un compte national trimestriel détaillé. Le coût du capital est une mesure composite reflétant le niveau des taux d'intérêt, ainsi que le niveau et le taux de croissance annuel des prix de l'investissement.

Lecture : en 2024, l'investissement total hors construction des ENF a baissé de 0,9 %. Le modèle simulait une hausse de 0,8 %, dont +1,8 point de contribution de la valeur ajoutée, -1,4 point du coût du capital et +0,4 point du taux d'épargne.

Source : Insee, enquêtes de conjoncture auprès des entreprises.